

04.02.2026 – 17:43 Uhr

L'archevêque arménien emprisonné pour la vérité



Binz (ots) -

Christian Solidarity International (CSI) rend visite à l'archevêque Bagrat Galstanyan emprisonné en Arménie et met en garde contre une escalade de la répression contre l'Église apostolique arménienne. Un forum de paix, tel que le souhaite le Parlement suisse dans le contexte du Haut-Karabakh, est un pas vers le maintien de la paix.

Le Conseil fédéral suisse a pour mission d'organiser un forum de paix au cours duquel sera abordée la question du retour des Arméniens du Haut-Karabakh dans leur patrie. La répression contre l'Église apostolique arménienne ajoute un nouveau chapitre inquiétant à la situation.

Dans une lettre publiée le 3 février 2026 depuis sa prison et adressée au Sommet international sur la liberté religieuse à Washington, l'archevêque arménien Bagrat Galstanyan déclare: "Je suis emprisonné pour une raison simple. Mon crime est d'avoir dit une vérité dérangeante: la nation chrétienne arménienne est confrontée à une menace existentielle." La lettre de Mgr Galstanyan a été lue le 3 février par John Eibner, président international de Christian Solidarity International (CSI), lors d'une conférence de presse à Erevan. Comme la visite du vice-président américain J. D. Vance en Arménie et en Azerbaïdjan est prévue en février, Mgr Galstanyan a également adressé une lettre à ce dernier.

La pression augmente sur les dirigeants de l'Église

L'archevêque Bagrat Galstanyan est l'un des quatre évêques arrêtés par le gouvernement arménien au cours des huit derniers mois. Des dizaines d'autres personnes sont également concernées, notamment des employés de l'Église, des avocats des ecclésiastiques, des proches et des sympathisants laïcs de l'Église.

Le Premier ministre arménien Nikolai Pashinian a publiquement annoncé son intention de destituer le chef de l'Église apostolique arménienne, le catholicos (patriarche) Karekine II, et de le remplacer par une personne choisie par un comité d'État.

Au cours du week-end dernier, le gouvernement a interdit à six évêques de quitter l'Arménie. Le contexte est l'assemblée des évêques de l'Église apostolique arménienne prévue en Autriche du 16 au 19 février 2026, qui a été délibérément fixée en dehors de l'Arménie afin de garantir un environnement sans influence de l'État.

"Il s'agit d'une nouvelle escalade dans la campagne du gouvernement contre l'Église, a commenté John Eibner, président de CSI. On veut rendre l'Église incapable d'agir et l'empêcher de continuer à être la voix des intérêts nationaux de l'Arménie."

Lié avec le Haut-Karabakh

Dans sa lettre, l'archevêque Galstanyan explique que les mesures prises contre l'Église apostolique arménienne sont liées aux efforts considérables déployés par la Turquie et l'Azerbaïdjan pour "transformer l'Arménie en un État vassal". Un élément central de ce plan consiste à empêcher l'Église d'exercer son influence en tant que voix indépendante dans la société.

En toile de fond, il convient de jeter un regard sur la situation au Haut-Karabakh (Artsakh): en septembre 2023, l'Azerbaïdjan a attaqué cette région et expulsé environ 120 000 Arméniens chrétiens. Depuis lors, l'Église apostolique arménienne soutient le droit au retour de ces Arméniens. Cela a conduit de hauts fonctionnaires azerbaïdjanais à qualifier l'Église d'"obstacle à la paix".

Rafael Ishkhanyan, président du Armenian Center for Political Rights (ACPR), a fait référence à une conférence internationale qui s'est tenue à Berne en mai 2025. Lors de celle-ci le chef de l'Église apostolique arménienne, le catholicos Karekine II, avait demandé le retour des personnes déplacées au Haut-Karabakh et la libération des prisonniers arméniens en Azerbaïdjan. M. Ishkhanyan a déclaré: "C'est ce qui a déclenché la campagne anti-ecclésiastique du gouvernement arménien." On se trouve désormais dans la troisième phase de la répression, au cours de laquelle les droits des croyants individuels sont restreints. En décembre 2025, l'ACPR a publié un rapport complet sur le déroulement de la répression contre l'Église.

L'affaire n'est pas close

Erich Vontobel, conseiller national (UDF, ZH), a rappelé qu'une motion adoptée par le Parlement oblige le gouvernement suisse à faciliter la mise en place d'un forum de paix entre l'Azerbaïdjan et les personnes déplacées du Haut-Karabakh, afin de discuter de leur retour en toute sécurité.

"En Arménie, on entend au plus haut niveau que l'affaire du Haut-Karabakh est close, a déclaré M. Vontobel, faisant référence aux déclarations du Premier ministre Pashinian. Nous voyons les choses différemment." Lors de sa visite à la prison le 3 février, l'archevêque Galstanyan l'a expressément encouragé à poursuivre ses efforts en faveur des droits des Arméniens du Haut-Karabakh, et c'est ce qu'il fera. M. Vontobel a souligné: "Le dossier du Haut-Karabakh n'est pas clos. Tant que les personnes déplacées ne seront pas rentrées chez elles, il ne peut et ne doit pas être clos." Le comité interpartis "Initiative suisse pour la paix au Haut-Karabakh" maintiendra la pression sur le Conseil fédéral suisse en faveur du forum de paix.

Solidarité de l'Allemagne et signal de Rome

Le pasteur Peter Fuchs, directeur de CSI-Allemagne, a transmis à Erevan un message de solidarité des chrétiens d'Allemagne à l'Église apostolique arménienne. Il a également rappelé que le pape Léon XIV, lors de sa visite au patriarcat arménien à Istanbul il y a deux mois, avait transmis ses salutations au catholicos Karekine II, le reconnaissant ainsi comme le chef légitime de l'Église. "Notre solidarité est aujourd'hui plus importante que jamais", a déclaré Peter Fuchs.

Plus d'informations

- Site internet du comité "Initiative suisse pour la paix au Haut-Karabakh": www.swisspeacekarabakh.com/fr
- Christian Solidarity International (CSI) est une organisation chrétienne de défense des droits de l'homme pour la liberté de religion et la dignité humaine. www.csi-suisse.ch

Contact:

Joel Veldkamp | Responsable du plaidoyer politique de CSI | 044 982 33 10 | joel.veldkamp@csi-int.org
Simon Brechbühl | Directeur de CSI-Suisse | 044 982 33 40 | simon.brechbuehl@csi-schweiz.ch
Laurent Schlatter | Responsable de CSI-Suisse romande | 044 982 33 70 | info@csi-suisse.ch



La conférence de presse à Erevan (de gauche à droite): Rafael Ishkhanyan, traductrice, Erich Vontobel, John Eibner. Photo: CSI / Texte complémentaire par ots et sur www.presseportal.ch/fr/nr/100007062 / L'utilisation de cette image à des fins éditoriales est autorisée et gratuite, pourvu que toutes les conditions d'utilisation soient respectées. La publication doit inclure le crédit de l'image.

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100007062/100938290> abgerufen werden.